

Présentation générale

Cette étude est destinée aux acteurs de la filière Bovins lait afin de les éclairer sur les trajectoires d'évolution des résultats économiques sur 9 ans des 6 grands types d'exploitations laitières.

Les exploitations suivies dans le cadre d'INOSYS réseaux d'élevage sont choisies pour leur performances globales dont des résultats économiques supérieurs à la moyenne française.

Matériels et méthodes

Pour analyser les trajectoires des exploitations entre 2014 et 2022, un échantillon constant de 113 fermes a été constitué à partir de la base INOSYS Réseaux d'élevages. Les exploitations ont été suivies à minima 7 années.

Les indicateurs économiques pour le début et la fin de la période analysée correspondent aux moyennes de 2 années (2014-2015 et 2021-2022) pour tenter de lisser les conjonctures.

Les exploitations sont classées en 7 groupes typologiques : 27 sont spécialisées lait de plaine dont 19 conventionnelles et 8 bios, 19 sont en lait conventionnel de plaine et viande bovine, 25 produisent du lait et des grandes cultures (plus de 40 ha et plus d'un tiers de cultures dans la SAU), enfin 17 d'entre elles sont classées « lait de montagne de l'Est AOP » et 25 « lait des montagnes et piémonts du Sud ».

Les exploitations avec un atelier hors sol ont été exclues de l'analyse.

Ces travaux reposent sur la valorisation de la base de données DIAPASON mobilisée dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage. Les données sont présentées sans aucune pondération régionale ni souci de représentativité.



Élevages bovins lait
France entière

Evolution des repères économiques des systèmes bovins lait

ANALYSE DES DONNÉES INOSYS 2014-2022



L'essentiel

La période 2014 – 2022, a été une période particulièrement perturbée pour les exploitations bovines laitières. Sur le plan réglementaire, le début de la période a été marquée par la fin des quotas laitiers et un rapide effondrement du prix du lait (2015-2016) après une année 2014 quasi euphorique. Si le prix du lait s'est ensuite redressé de façon ininterrompue jusqu'en 2022, sans doute avec un effet de la loi EGALIM adoptée en 2017, les élevages ont dû faire face à de nombreux aléas climatiques mettant souvent à mal leur autonomie alimentaire et les trésoreries. Enfin, la fin de la période étudiée est marquée par le déclenchement de la guerre en Ukraine et une flambée des prix des matières premières et de l'énergie sans précédent fin 2021 et 2022.

Face à ce contexte fluctuant, les exploitations doivent s'adapter pour préserver ou améliorer leur rentabilité en mettant en œuvre différentes stratégies.

L'analyse des résultats économiques (résultats globaux, coût de production...) entre 2014 et 2022 dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage est riche d'enseignements et permet de mesurer l'impact de ces différentes stratégies sur l'économie des exploitations laitières en fonction de leur système de production.

SYSTÈMES LAITIERS SPÉCIALISÉS DE PLAINE (LAIT CONVENTIONNEL)

Tableau 1

Les principales évolutions structurelles

N=19	2014	2022	Évolution
UMOr	1,9	2,2	+ 0,3
dont UMOs	0,3	0,7	+ 0,4
Ha SAU	92	102	+ 10
dont SFP	75	85	+ 10
dont Grandes cultures	17	17	0
dont ens maïs	20	18	- 2
Nb VL	68	82	+ 14
Lait produit/VL	7 700	7 510	- 193
Lait vendu	519 000	604 300	+ 85 400
Lait/UMOr	324 050	329 155	+ 5 105

Tableau 2

L'évolution des résultats globaux

N=19	14/15	21/22	Évolution
Prix du lait (€/1000L)	356	431	+ 75
EBE/UMOex (€)	65 900	100 500	+ 34 600
EBE hors MO/PB (%)	43	46	+ 3
Annuité LMT hors foncier/UMOex (€)	27 985	37 080	+ 9 095
Annuité LMT/EBE (%)	43	39	- 4
Revenu disponible/UMOex (€)	38 030	63 490	+ 25 460
Capital d'exploitation hors foncier/UMOex (€)	414 000	502 110	+ 88 110

En 21-22

46 % EBE hors MO/PB

225 €/1 000 L EBE

39 % annuités LMT/EBE

Entre le début et la fin de la période étudiée, la hausse du prix du lait (+ 75 €/1000 l) et la quantité vendue (+85 400 litres de lait) ont fortement contribué à l'augmentation des revenus disponibles, +25 460 € par UMO exploitant, soit une progression de 67%. Les produits issus de la sole grandes cultures, même réduite dans ces systèmes, ont augmenté, d'environ 8 000 €, grâce à des conjonctures favorables en fin de période.

Le résultat courant moyen par UMOex a presque doublé entre 2014-2015 et 2021-2022, passant de 28 600 € à 54 000 €. La hausse de la quantité vendue et du prix du lait, atteignant 431 €/1000L en 2021-2022, représente la plus forte progression des postes de produits.

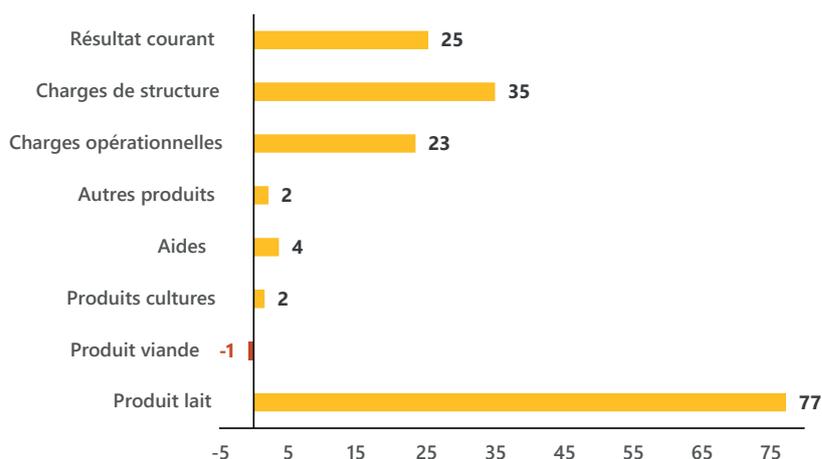
L'augmentation des charges opérationnelles est principalement due aux coûts liés aux animaux, avec une hausse de 21,7 k€/UMOex. Les achats d'aliments et de fourrages expliquent une grande partie de cette augmentation, respectivement + 17 k€/UMOex et + 1,8 k€/UMOex. L'augmentation des charges de structure est majoritairement liée à la mécanisation, à la main-d'œuvre et aux bâtiments, avec des hausses respectives de 12 k€/UMOex, 9,8 k€/UMOex et 7 k€/UMOex.

Au cours des 9 ans, la hausse des charges est également conséquente (+77 400 €). Cependant, l'augmentation des produits a surpassé celle des charges, ce qui a fait évoluer l'EBE avant main-d'œuvre de 125 500 € à 177 000 €. Par unité de main-d'œuvre rémunérée, cela correspond à une progression de 19 000 €/UMOr entre 2014 et 2022 sachant que dans le même temps, l'efficacité économique des exploitations s'est améliorée de

3 points, atteignant 46 % d'EBE hors MO/PB en 2021-2022 et que la part de l'EBE consacrée aux annuités a baissé (-9%). A noter que la baisse de la main d'œuvre familiale (porteuse du capital) concomitante à l'accroissement des facteurs de production (cheptel, matériel, bâtiment) engendre une nette augmentation du capital d'exploitation/UMOex (+88 000€/€) qui s'élève à 500 000 € en moyenne en 2021-2022.

Graphique 1

L'évolution des résultats économiques entre 2014-2015 et 2021-2022 (k€/UMOex)



SYSTÈMES LAITIERS SPÉCIALISÉS DE PLAINE (LAIT BIOLOGIQUE)

La structure des exploitations spécialisées de plaine en agriculture biologique est restée relativement stable sur la période 2014-2022. L'exploitation moyenne livre 337 000 litres de lait produit par 76 VL sur 143 ha de SAU avec 2,3 UMO.

La diminution de la main-d'œuvre exploitante a été compensée par une augmentation de la main-d'œuvre salariée à hauteur de 0,3 UMO. Les surfaces de SAU supplémentaires ont été consacrées à la production d'herbe pour permettre aux éleveurs de maintenir leur autonomie fourragère face aux aléas climatiques. Le lait produit par ha de SFP a baissé de 3500 à 2900 l de même que le rendement laitier (-450 l/VL) et la quantité de concentré par vache (775 à 620 kg de concentré par vache). Cette tendance à l'extensification des systèmes (moins de 3000 l/ha SFP, 1 UGB/ha et 4800 l/VL) entraîne une baisse des livraisons laitières par exploitation (-5%) non compensée par la faible augmentation du nombre de VL.

En 21-22

50% EBE hors MO/PB

Prix du lait 474 €/1 000 L

40 000 €/UMOex de revenu disponible

Entre 2014 et 2022, les charges de structure ont augmenté passant de 42 à 44% du produit total. Malgré cela, l'efficacité du système est restée stable avec un EBE hors MO/PB maintenue autour de 50% grâce à un effort de maîtrise sur les charges opérationnelles (20% du produit total) et une augmentation des produits. Celle-ci s'explique essentiellement par le prix

Entre 2014-2015 et 2021-2022, le résultat courant des exploitations bios s'est amélioré de 4000 €/UMO exploitant.

Les produits ont augmenté de 13 000 €/UMOex notamment le produit lait. Les charges opérationnelles animales et végétales sont restées stables, les systèmes bios misant sur l'autonomie et étant donc peu utilisateurs d'intrants.

Par contre une grande partie de l'augmentation des produits a servi à compenser la hausse des charges de structure (+9000 €/UMOex) dont une grande partie sont constituées des charges de mécanisation. Celles-ci constituent le point faible des systèmes bios les rendant particulièrement sensibles aux hausses des coûts de l'énergie et des travaux par tiers.

Tableau 3

Les principales évolutions structurelles

N=8	2014	2022	Évolution
UMOr	2,3	2,3	0
dont UMOs	0,4	0,7	+ 0,3
Ha SAU	133	152	+ 19
dont SFP	106	122	+ 15
dont Grandes cultures	27	30	+ 3
dont ens maïs	0	1	+ 1
Lait vendu	358 600	341 800	- 16 700
Nb VL	73	77	+ 4
Lait produit/VL	5 250	4 800	- 447
Lait/UMOr	171 235	164 460	- 6 775

Tableau 4

L'évolution des résultats globaux

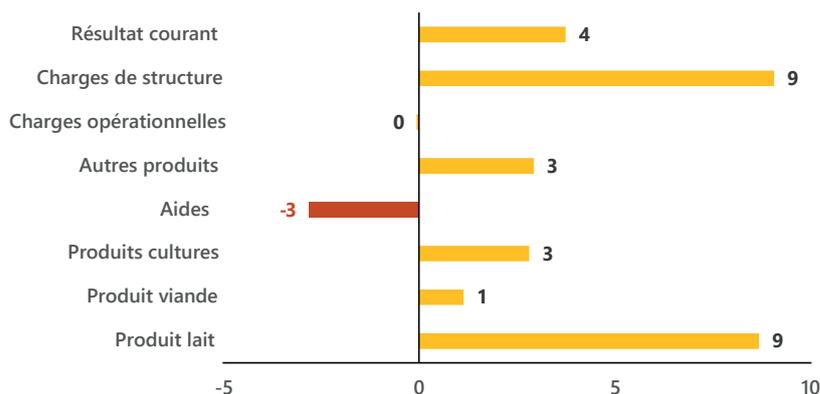
N=8	14/15	21/22	Évolution
Prix du lait (€/1000L)	451	474	+ 23
EBE/UMOex (€)	61 650	65 240	+ 3 590
EBE hors MO/PB (%)	51	50	- 1
Annuité LMT hors foncier/UMOex (€)	30 180	25 900	- 4 280
Annuité LMT/EBE (%)	56	42	- 14
Revenu disponible/UMOex (€)	31 090	39 910	+ 8 820
Capital d'exploitation hors foncier/UMOex (€)	324 250	329 170	+ 4 920

du lait qui s'est apprécié sur la période (+23 €/1 000 l) et une meilleure valorisation des produits joints (vente d'animaux), les quantités de lait vendus ayant pour leur part diminué. Le revenu disponible s'est amélioré de près de 8 800 €/UMO exploitant, dont 3600 € venant de l'amélioration de l'EBE et 4300 € de la baisse des annuités. Sur les 9 années, le revenu

est resté au-dessus des 30 000 €/UMO exploitant excepté en 2020, année marquée par un aléas climatique et des achats de fourrages. Le capital d'exploitation est resté stable autour de 2 €/l de lait.

Graphique 2

L'évolution des résultats économiques entre 2014-2015 et 2021-2022 (k€/UMOex)



SYSTÈMES MIXTES LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

Entre 2014 et 2022, les exploitations mixtes ont connu un fort développement de l'ensemble de leurs facteurs de production notamment la main-d'œuvre qui a cru de 0,4 UMO, avec une contribution du salariat qui est passée de 17% à 25%. La surface exploitée a augmenté de 21 hectares (+13%), hausse exclusivement consacrée à la production fourragère (herbe et maïs ensilage). Le cheptel bovin, laitier et allaitant a également augmenté (+ 34 UGB) avec une progression plus marquée pour le troupeau laitier et notamment les vaches laitières (+21). Ces effectifs supplémentaires ont permis d'accroître très sensiblement le volume de lait vendu par exploitation (+ 175 000 l). Les hausses quasi proportionnelles de cheptel et de surfaces permettent de maintenir les chargements apparent et corrigé autour de 1,5 UGB/ha SFP en moyenne.

En 21-22

≥ 60 000 €/exploitant de revenu disponible

> 40 % EBE hors MO/PB

Entre 2014 et 2022, la proportion des produits issus de l'atelier lait par rapport aux produits totaux a eu tendance à augmenter, tandis que celle des produits de l'atelier viande a diminué. Le produit brut a ainsi augmenté de 166 500 € dont 134 400 € pour le seul atelier laitier. La hausse du prix du lait (+67 €/1000 l) et la fin des quotas ont conduit les éleveurs à investir dans la production laitière pour doper leurs livraisons (+34% en 9 ans). Les produits issus des autres

Le résultat courant moyen par UMOex a augmenté de 25 000 €, passant de 25 300 € en 2014-2015 à 52 400 € en 2021-2022. La hausse des livraisons laitières et du prix du lait, atteignant 433 €/1000 l en 2021-2022, représente la plus forte progression des postes de produits de l'exploitation. L'augmentation des charges opérationnelles est principalement due aux coûts liés aux animaux, avec une hausse de 16 500 k€/UMOex. Elle est liée à la progression des achats d'alimentation et des frais d'élevage (+ 13 et + 1,7 k€/UMOex). Les charges de mécanisation expliquent pour leur part l'essentiel (71 %) de l'évolution des charges de structure.

Tableau 5

Les principales évolutions structurelles

N=18	2014	2022	Évolution
UMOr	2,4	2,8	+ 0,4
dont UMOs	0,4	0,7	+ 0,3
Ha SAU	165	186	+ 21
dont SFP	139	160	+ 21
dont Grandes cultures	26	26	0
dont ens maïs	28	33	+ 6
UGB BV	89	94	+ 5
UGB BL	129	157	+ 29
Nb VL	83	104	+ 21
Lait produit/VL	6 960	7 290	+ 328
Lait vendu	515 300	690 100	+ 174 700
Lait/UMOr	335 500	346 620	+ 11 120

Tableau 6

L'évolution des résultats globaux

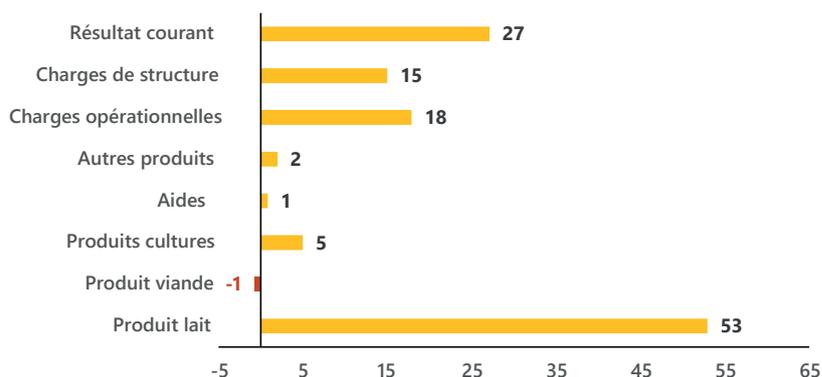
N=17	14/15	21/22	Évolution
Prix du lait (€/1000L)	366	433	+ 65
EBE/UMOex (€)	68 675	98 105	+ 29 430
EBE hors MO/PB (%)	40	44	+ 4
Annuité LMT hors foncier/UMOex (€)	36 530	34 915	- 1 615
Annuité LMT/EBE (%)	51	37	- 2
Revenu disponible/UMOex (€)	32 450	63 420	+ 30 970
Capital d'exploitation hors foncier/UMOex (€)	435 815	524 740	+ 88 925

ateliers, grandes cultures et viande bovine, ont également connu des hausses, mais plus modérées et essentiellement conjoncturelles. Ils ont augmenté respectivement de 12 600 € et 11 900 €. Une nette augmentation des charges a aussi été mesurée au cours des neuf années : +100 000 €, charges opérationnelles et charges de structures confondues mais sans que cela n'affecte l'efficacité économique de ces systèmes qui progresse même de 4 points. L'EBE moyen par UMOex

atteint 100 000 € en 2021-2022 (+ 29 430 €). Le niveau des annuités quasiment stable et la part de l'EBE qui leur est consacrée étant en baisse le revenu moyen disponible double sur la période (+31 000 € par UMOex). Pour ces systèmes, on observe également une forte augmentation du capital d'exploitation, qui atteint en moyenne 525 000 € par exploitant en 2021-2022.

Graphique 3

L'évolution des résultats économiques entre 2014-2015 et 2021-2022 (k€/UMOex)



SYSTÈMES MIXTES LAIT ET GRANDES CULTURES DE PLAINES

Les facteurs de production des exploitations de plaine en polyculture et élevage laitier ont nettement augmenté entre 2014 et 2022.

De fait, les livraisons laitières ont cru de 96 000 l (+14%) suite à un agrandissement de la SAU d'une vingtaine d'hectares et du troupeau laitier d'une douzaine de vaches.

Le système fourrager est resté stable avec 30% de maïs dans la SFP et 9800 l par ha de SFP. La productivité des vaches s'est maintenue également autour de 8500 l/VL.

L'augmentation de la production laitière a nécessité une hausse de la main-d'œuvre totale (+ 0,3 UMO) avec une part accrue de la MO salariée (+ 0,6 UMO). Au final, la productivité du travail reste stable autour de 420 000 l/UMOr.

En 21-22

42% EBE hors MO/PB

+ 56 000 €/UMOex de revenu disponible

1,6 €/l de capital d'exploitation

Entre 2014 et 2022, l'efficacité économique du système s'améliore, passant de 38% à 42% du produit brut total. A noter qu'en 2016, du fait de la crise laitière, elle avait chuté à 32%.

Ce maintien de l'efficacité économique du système, en grande partie liée à la hausse conséquente du prix du lait associé à l'augmentation des volumes de lait livrés, a permis un doublement de l'EBE (+60 000 €/UMOex).

En 9 ans le résultat courant a augmenté de 57 000 €/UMO exploitant.

Cette augmentation provient essentiellement de la hausse du produit lait et cultures de vente, résultat de conjonctures laitières et céréalières favorables en 2021 et 2022.

Avec 140 000 €/UMOex de hausse, les produits permettent de compenser l'augmentation importante des charges (+96 000 €/UMOex). La flambée du prix des intrants (concentrés, engrais, semences, GNR) impacte fortement aussi bien les charges opérationnelles que les charges de structure. Le coût des aliments contribue à 50% de l'augmentation des charges opérationnelles tandis que les frais de mécanisation expliquent la moitié de la hausse des charges de structure.

Tableau 7

Les principales évolutions structurelles

N=26	2014	2022	Évolution
UMOr	2,7	3,0	+ 0,3
dont UMOs	0,4	1,0	+ 0,6
Ha SAU	212	232	+ 21
dont SFP	87	103	+ 16
dont Grandes cultures	123	127	+ 4
dont ens maïs	27	31	+ 4
Lait vendu	677 800	773 600	+ 95 900
Nb VL	80	92	+ 12
Lait produit/VL	8 530	8 570	+ 36
Lait/UMOr	414 790	420 245	+ 5 455

Tableau 8

L'évolution des résultats globaux

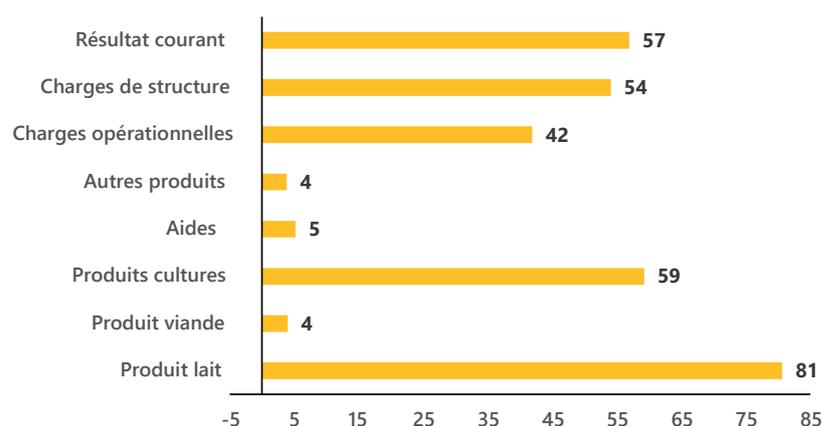
N=25	14/15	21/22	Évolution
Prix du lait (€/1000L)	345	424	+ 79
EBE/UMOex (€)	75 000	135 820	+ 60 820
EBE hors MO/PB (%)	38	42	+ 4
Annuité LMT hors foncier/UMOex (€)	39 540	43 650	+ 4 110
Annuité LMT/EBE (%)	61	39	- 22
Revenu disponible/UMOex (€)	35 400	92 120	56 720
Capital d'exploitation hors foncier/UMOex (€)	461 610	690 565	+ 228 955

Dans le même temps les annuités ont très faiblement progressé (+4000 €/UMOex) et représentent désormais moins de 40% de l'EBE. Par conséquent, le revenu disponible s'est fortement amélioré passant de 35 000 € à plus de 90 000 € par UMO exploitant. A noter que sur la période 2014-2022, le revenu disponible annuel est constamment supérieur à 30 000 €/UMOex, excepté en 2016, année catas-

trophique aussi bien pour le lait que pour les cultures de ventes, et qu'il est en constante progression depuis 2017. Les investissements consentis sur la période ont permis d'améliorer les résultats (avec le prix du lait) mais se sont aussi traduits par une nette hausse du capital d'exploitation (hors foncier) qui bondit de 1,1 à 1,6 €/l lait.

Graphique 4

L'évolution des résultats économiques entre 2014-2015 et 2021-2022 (k€/UMOex)



SYSTÈMES LAITIERS SPÉCIALISÉS DES MONTAGNES DE L'EST (LAIT AOP)

Entre 2014 et 2022 les exploitations des massifs montagneux de l'Est de la France (Franche Comté et Savoie) ont accru leur potentiel de production, avec plus de main-d'œuvre, plus de surface et plus de vaches laitières. Encouragés par un prix du lait AOP nettement en hausse sur la période, les livraisons par exploitation ont donc progressé (+16%) avec aussi une légère intensification de la production sur la SFP et par vache. A noter que l'agrandissement des surfaces (+10 ha) profite surtout à la surface fourragère et à l'herbe sans doute en raison des conditions climatiques qui se détériorent et la volonté de maintenir une certaine autonomie fourragère dans les élevages. La productivité de la main-d'œuvre est quasiment stable autour de 190 000 l /UMOr.

Tableau 9

Les principales évolutions structurelles

N=17	2014	2022	Évolution
UMOr	2,1	2,5	+ 0,4
dont UMOs	0,1	0,2	+ 0,2
Ha SAU	104	114	+ 10
dont SFP	98	110	+ 12
dont Grandes cultures	6	4	- 2
dont ens maïs	1	1	0
Lait vendu	394 000	459 500	+ 65 400
Nb VL	64	71	+ 7
Lait produit/VL	6 180	6 420	+ 238
Lait/UMOr	196 255	191 470	- 4 785

Tableau 10

L'évolution des résultats globaux

N=17	14/15	21/22	Évolution
Prix du lait (€/1000L)	544	718	+ 174
EBE/UMOex (€)	68 555	82 730	+ 14 175
EBE hors MO/PB (%)	53	51	- 2
Annuité LMT hors foncier/UMOex (€)	28 450	27 050	- 1 400
Annuité LMT/EBE (%)	42	35	- 7
Revenu disponible/UMOex (€)	40 270	55 820	+ 15 550
Capital d'exploitation hors foncier/UMOex (€)	371 410	389 920	+ 18 510

Entre 2014 et 2022

Prix du lait : + 174 €/1 000 l

Revenu disponible :
+ 15 500 €/UMOex

La remarquable hausse du prix du lait (+31%) sur la période étudiée est l'illustration du dynamisme des filières AOP des massifs montagneux de l'Est de la France. Elle se répercute sur les principaux indicateurs économiques qui sont eux aussi pour la plupart à la hausse. L'EBE/UMOex s'améliore de 20,6 % et même si l'efficacité économique perd 2 points elle

reste d'un niveau très satisfaisant (>50%).

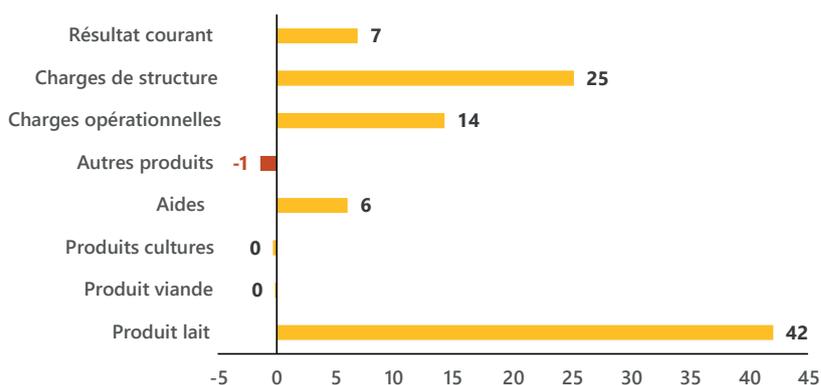
Cette hausse d'EBE ne s'accompagne pas d'une augmentation des annuités qui restent plutôt stables générant un ratio annuités/EBE en baisse et donc un revenu disponible qui s'améliore de 15 550 €/UMOex. Cette bonne santé économique des exploitations génère un climat favorable aux inves-

tissements (bâtiments, matériel...) qui viennent accroître le capital d'exploitation. Déjà élevé en 2014 (371 k€/UMOex) il atteint 390 k€/UMOex huit ans plus tard (1.95 €/ litre de lait vendu) soit des niveaux qui peuvent devenir des freins à la reprise des exploitations lorsque les questions de succession se posent.

A l'instar du revenu disponible qui s'apprécie sur la période (+15 k€/UMOex), le résultat courant augmente (+ 7 k€/UMOex). Ils bénéficient tous les deux de la hausse spectaculaire du produit lait/UMOex essentiellement liée à l'amélioration du prix, la productivité de la main-d'œuvre restant stable. Il permet de compenser et même au-delà l'augmentation conséquente des charges. La fin de la période 2014-2022 est marquée par une flambée des prix des principaux approvisionnements pour l'élevage laitier et d'aléas climatiques à répétition. L'augmentation des charges de structure traduit aussi les nombreux investissements (amortissements) réalisés grâce à un contexte économique favorable.

Graphique 5

L'évolution des résultats économiques entre 2014-2015 et 2021-2022 (k€/UMOex)



SYSTÈMES LAITIERS SPÉCIALISÉS DES MONTAGNES ET PIÉMONT DU SUD

A l'instar des exploitations des autres bassins laitiers français, celles du Massif central (qui concentre l'essentiel de l'échantillon étudié) ont augmenté leur surface (+10 ha), leur cheptel (+4 VL) et leur livraison de lait (+75 000 l) entre 2014 et 2022. Cette hausse des facteurs de production et des volumes de lait vendus s'est réalisée dans un contexte de baisse de main-d'œuvre entraînant une augmentation de la productivité du travail (+39 500 l/UMOr). Pour l'absorber de nombreux efforts de modernisation ont été consentis dans les élevages (parc bâtiments notamment). Cela se traduit aussi par une surcharge de travail dans les élevages et une faible attractivité auprès des jeunes générations.

Entre 2014 et 2022

+ 39 500 l/UMOr

Prix du lait : + 57 €/1 000 l

+ 10750 €/UMOex de revenu disponible

Tableau 11

Les principales évolutions structurelles

N=25	2014	2022	Évolution
UMOr	2,1	1,9	- 0,2
dont UMOs	0,1	0,1	0
Ha SAU	85	95	+ 10
dont SFP	75	84	+ 8
dont Grandes cultures	10	12	+ 2
dont ens maïs	10	10	0
Lait vendu	454 100	482 300	+ 28 100
Nb VL	60	64	+ 4
Lait produit/VL	7 760	7 800	+ 40
Lait/UMOr	228 795	268 355	+ 39 560

Tableau 12

L'évolution des résultats globaux

N=22	14/15	21/22	Évolution
Prix du lait (€/1000L)	361	418	+ 57
EBE/UMOex (€)	44 850	60 830	+ 15 980
EBE hors MO/PB (%)	43	41	- 2
Annuité LMT hors foncier/UMOex (€)	17 560	23 010	+ 5 450
Annuité LMT/EBE (%)	40	40	0
Revenu disponible/UMOex (€)	27 505	38 255	+ 10 750
Capital d'exploitation hors foncier/UMOex (€)	250 900	350 695	+ 99 795

La hausse du prix du lait (+57 €/1 000 l) sur la période étudiée est loin d'être linéaire. Partant d'une conjoncture favorable en 2014, elle a enchaîné deux années de forte crise en 2015 et 2016 avant de retrouver une hausse ininterrompue à partir de 2017. Néanmoins l'écart de prix du lait entre les deux périodes se répercute sur les principaux indicateurs économiques qui sont eux aussi pour la plupart à la hausse. L'EBE/UMOex s'apprécie de 35% et même si l'efficacité écono-

mique perd 2 points elle reste d'un niveau très satisfaisant (EBE hors MO/PB > 40%).

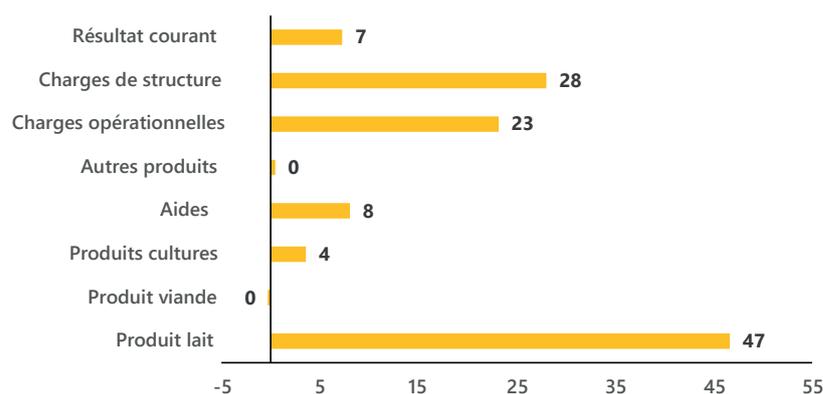
Cette hausse d'EBE s'accompagne d'une augmentation des annuités (+20 €/1000 l) sans doute liées aux efforts consentis et nécessaires pour la modernisation des facteurs de production, bâtiments en tête. Cependant comme la part de l'EBE consacrée au remboursement des emprunts LMT reste stable (40%), le revenu disponible s'apprécie de 10

750€ pour atteindre en moyenne 38 000/UMOex à la fin de la période. Plus problématique notamment dans le cadre des successions et installations, le capital d'exploitation (hors foncier) fait un bond de 100 000 €/UMOex en seulement 8 ans et atteint 350 000 €/UMOex. Néanmoins le contexte économique (prix du lait, revenu disponible) de la fin de la période reste favorable et encourageant pour les producteurs laitiers.

A l'instar du revenu disponible qui s'apprécie sur la période (+11 k€/UMOex), le résultat courant augmente de 7 k€/UMOex. Ils bénéficient tous les deux de la hausse conséquente du produit lait/UMOex fruit de l'amélioration du prix et de la productivité de la main-d'œuvre (+40 000l/UMOr). Il permet de compenser et même au-delà l'augmentation conséquente des charges. La fin de la période 2014-2022 est marquée par une flambée des prix des principaux approvisionnements pour l'élevage laitier et d'aléas climatiques à répétition. L'augmentation des charges de structure traduit aussi les nombreux investissements (amortissements) réalisés sur la dernière décennie.

Graphique 6

L'évolution des résultats économiques entre 2014-2015 et 2021-2022 (k€/UMOex)



ZOOM

LE COÛT DE PRODUCTION : ATELIERS LAITIERS CONVENTIONNELS DE PLAINE

Rappels méthodologiques

Le calcul du coût de production se calcule à l'échelle de l'atelier laitier. Il considère l'ensemble des charges courantes et des amortissements consacrés au troupeau laitier (VL et renouvellement) et aux surfaces dédiées à la production laitière (y compris les céréales intra consommées). S'y ajoutent les charges supplémentaires, correspondant à la rémunération des facteurs de production : un équivalent fermage sur les surfaces en propriété, un équivalent livret A pour les capitaux propres et une rémunération à hauteur de 2 SMIC brut pour chaque UMO exploitant qui œuvre sur l'atelier.

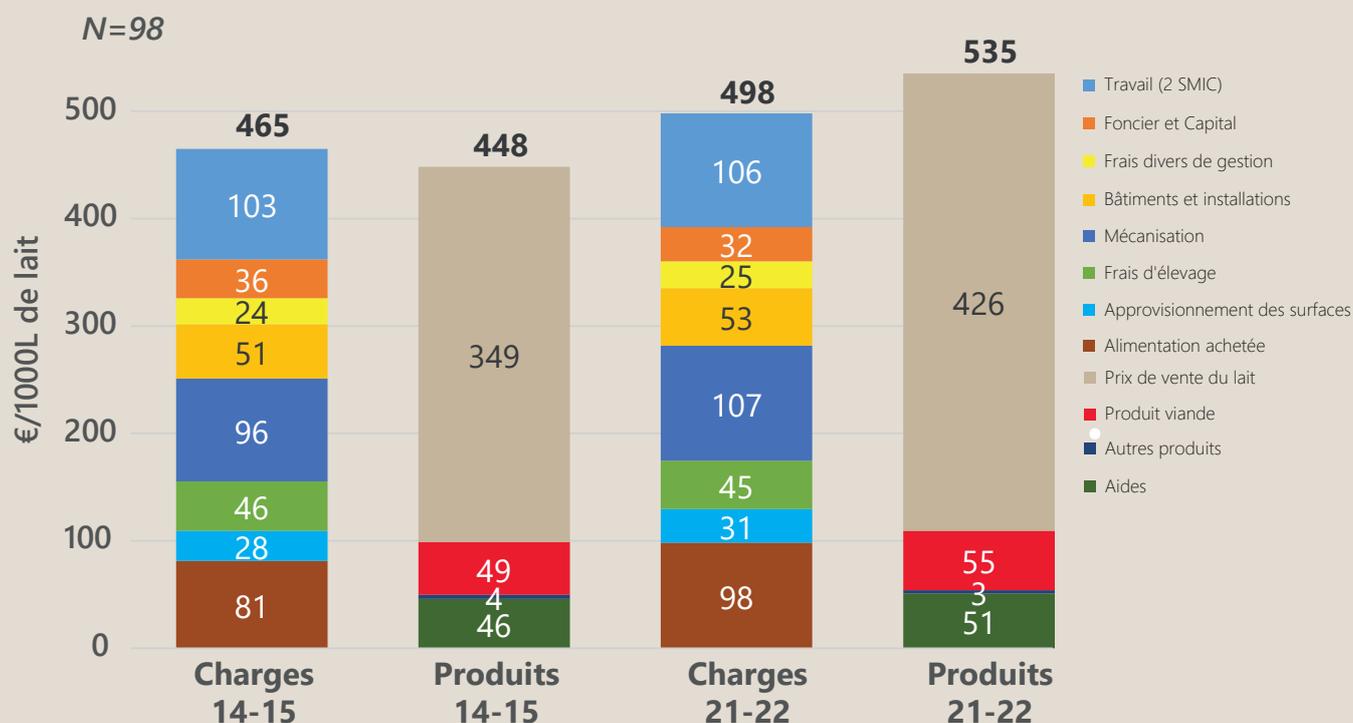
La compilation des 3 catégories de charges, ramenées aux 1 000 litres de lait vendus, donne le coût de production du lait qui se décompose en 8 postes élémentaires. Il permet, après déduction des produits viande, produits divers et aides de calculer le prix de revient du lait (prix de vente du lait qui permet de couvrir le coût de production et de rémunérer la main-d'œuvre exploitant à hauteur de 2 SMIC annuels.

Une augmentation du coût de production

Entre 2014 et 2022 le coût de production s'est accru de 33 €/1 000 l dans les ateliers laitiers conventionnels de plaine. Deux postes de charges, qui sont toujours prépondérants dans le coût de production, expliquent quasiment à eux seuls cette augmentation : la mécanisation (+11 €/1 000 l) et les achats d'alimentation (+17 €/1 000 l). Ils traduisent notamment les fortes hausses sur les prix des intrants (aliment, carburant, matériels...) sur la fin de la période étudiée. Le travail est le premier poste du coût de production. Il évolue faiblement à la hausse sur la période (+ 3 €/1000 l), l'augmentation de productivité de la MO exploitant permettant de diluer et d'absorber les revalorisations du SMIC et l'accroissement des charges salariales.

Graphique 7

L'évolution des charges et produits de l'atelier lait entre 2014-2015 et 2021-2022



Une rémunération en progression et supérieure à 2 SMIC/UMOex en fin de période

Les produits de l'atelier laitier qui culminent à 448 €/1 000 l en 2014-2015 dont 349 €/1 000 l de produit lait ne permettent pas de couvrir le coût de production laissant donc augurer d'une rémunération inférieure à 2 SMIC/UMOex (1,8 SMIC/UMOex en moyenne). Pour atteindre ce niveau il aurait fallu vendre le lait 366 €/1 000 l (prix de revient).

En 2021-2022, fruit combiné de l'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre qui s'est accrue et qui permet de diluer certaines charges (main-d'œuvre, foncier et capital, frais divers de gestion...) et de l'amélioration des conjonctures laitières et viande bovine (prix du lait, cours des vaches de réforme laitières) les produits de l'atelier couvrent nettement le coût de production.

En 2021-2022 la rémunération moyenne de ce groupe d'éleveurs est donc supérieure à 2 SMIC/UMOex (3,3 SMIC/UMOex) mais cache des disparités importantes entre élevages (2,15 SMIC entre Q1 et Q3). Le prix de revient du lait en fin de période s'établit à 389 €/1 000 l.

ZOOM

ANALYSE DES ÉCARTS DE RÉMUNÉRATION : ATELIERS LAITIERS CONVENTIONNELS DE PLAINE

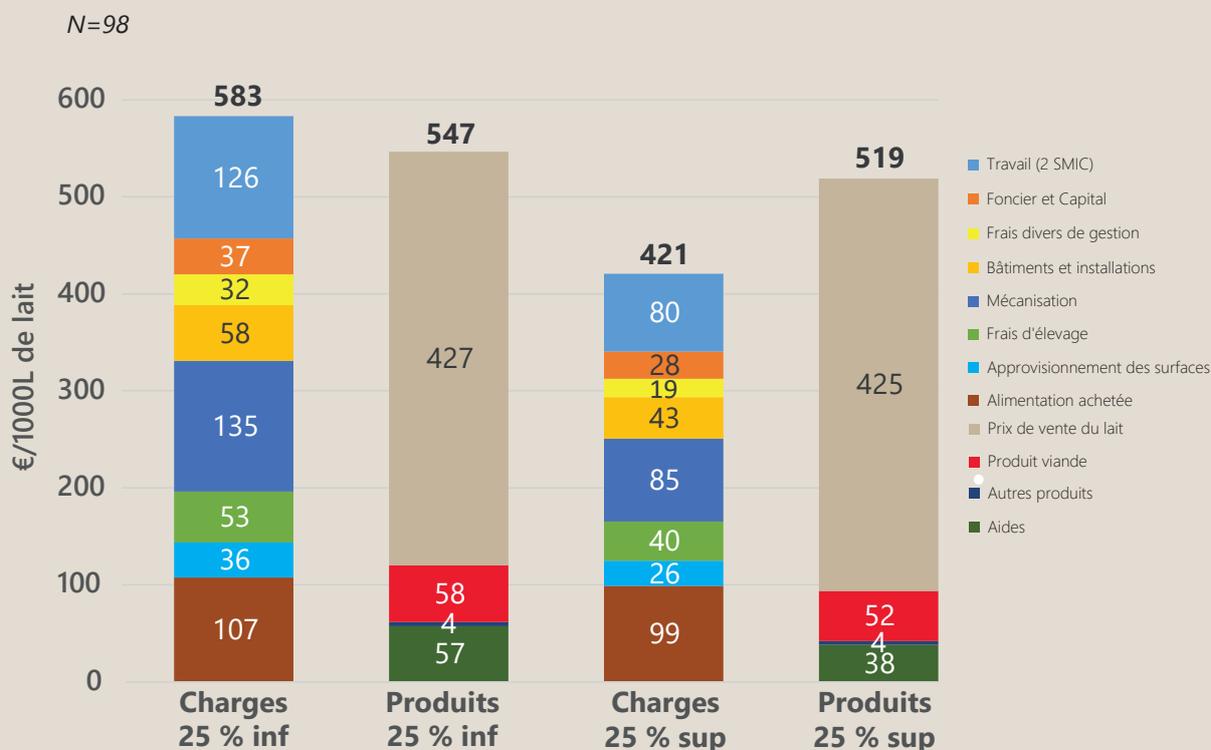
Une analyse du quart inférieur (inf) et supérieur (sup) a été effectuée sur la base de la rémunération permise mesurée à partir des produits totaux de l'atelier, du coût de production hors main-d'œuvre exploitant et de la productivité par UMOex. Après un tri par ordre croissant, les quarts inférieur et supérieur ont été mis en vis-à-vis afin de comparer la composition moyenne des charges et des produits de chaque groupe.

À noter qu'en 2021-2022, la rémunération moyenne des 98 ateliers laitiers conventionnels de plaine s'établit à 3,3 SMIC/UMOex. Elle est, en moyenne, de 5,8 SMIC/UMOex pour le quart supérieur et de 1,3 SMIC/UMOex pour le quart inférieur. Dans les éléments majeurs qui expliquent cet écart, on notera les différences de productivité entre les élevages (122 500 l/UMOr) et de rémunération permise par 1 000 l (81 €).

N=98	25 % inf	25 % sup
Lait/UMOr	333 517	456 023
Lait/VL	7 345	8 220
Coût du système d'alimentation (€/1000L)	303	230
Rémunération permise (€/1000L)	72	153
Rémunération permise (SMIC/UMOex)	1,3	5,8

Graphique 8

Charges et produits du quart inférieur et supérieur en 2021-2022



La rémunération permise par 1000 l est la marge qu'il reste pour rémunérer la main-d'œuvre une fois déduits des produits de l'atelier l'ensemble des charges hors travail. Cette marge est déjà un signe de maîtrise du coût de production car, si le niveau des produits est important, il est moins déterminant que le niveau du coût de production.

Maîtrise des charges indispensables

Les produits totaux de l'atelier sont supérieurs de 28 €/1000L pour le quart inf par rapport au quart sup. Si le produit lait est similaire, en revanche le quart inf dispose d'un produit viande et d'aides supérieurs, pour un total de 25 €/1000L. Mais cet avantage sur les produits est loin de pouvoir compenser l'écart sur le coût de production (162 €/1 000 l) en faveur du quart sup. La différence se fait sur l'ensemble des postes, la plus forte productivité permettant une dilution sur certaines charges fixes (main d'œuvre, mécanisation, frais généraux...).

Le travail et la mécanisation se distinguent plus fortement avec environ 50 €/1000 l d'écart. Le poste bâtiments et installations présente un écart de 15 €/1000 l. À noter, les amortissements de mécanisation et bâtiments sont moins importants pour le quart sup de 25 €/1000 l et 15 €/1000 l. Ceci peut s'expliquer par une stratégie d'investissement différente ou par le cycle de vie de l'exploitation. Le coût de l'alimentation du quart sup est inférieur de 19 €/1000 l (125 €/1000 l) et le coût d l système d'alimentation de 74 €/1000 l (230 €/1000L). Ces charges d'alimentation inférieures n'empêchent pas les éleveurs du quart sup d'optimiser leur rendement laitier (+875 l) moyen d'accroître la productivité globale de l'atelier sans pour autant majorer la charge de travail davantage liée au nombre de vaches.

La maîtrise des charges combinées à une meilleure productivité animale et de la main-d'œuvre permet aux exploitations du quart supérieur d'obtenir une rémunération encourageante.

Evolution des repères économiques des systèmes bovins lait

ANALYSE DES DONNÉES INOSYS 2014-2022

Sur la période 2014-2022, les revenus des exploitations laitières se sont nettement améliorés même si la progression n'a pas été linéaire, marquée par deux années de crise en 2015 et 2016. Cette amélioration est en grande partie due à des conjonctures prix (lait, viande bovine, grandes cultures) nettement plus favorables en fin de période. Ces évolutions ne sont pas homogènes entre les différents systèmes de production. Combinées à des gains de productivité dans les élevages, les produits d'exploitation ont été majorés. Néanmoins il faut aussi concéder sur la période des nettes augmentations de charges qu'elles soient conjoncturelles (aliment, énergie, engrais, services) ou structurelles, en 2021 et 2022 notamment. Les gains de productivité ont souvent été permis par des investissements conséquents dans les élevages (bâtiments, robotique, mécanisation) et/ou le renfort de la main-d'œuvre salariée. Les coûts de production ont donc fortement augmenté, ainsi que les capitaux d'exploitation. Le niveau désormais atteint par ceux-ci ne sont pas sans poser des problèmes lors des successions et de l'installation des jeunes.

DANS LA MÊME COLLECTION

La valorisation des données des exploitations INOSYS Réseaux d'élevage sur la période 2014-2022 porte sur trois autres thématiques : structure des exploitations, système alimentaire et organisation de la main-d'œuvre.

Elles seront à retrouver sur www.idele.fr



Rédaction : Belz Julian, Pechuzal Yannick (IDELE) et Tirard Sophie (CRAB)
Avec la collaboration de : Elluin Gwendoline, Jouffroy Mathilde, Laurent Monique, Lavedrine Franck (IDELE), Sabatté Nathalie (CA Savoie Mont-Blanc), Sterling Damaris et Dupire Olivier (Chambres d'Agriculture France)

Nous remercions l'ensemble des éleveurs et conseillers INOSYS.

Mise en page : Sarah Dauphin (IDELE - Institut de l'Élevage).
Crédits photos : idele

Novembre 2024 - Référence idele : 00 24 502 050

Pour en savoir plus : <https://inosys-reseaux-elevage.fr>